

## COMPTE RENDU DE LA REUNION RESTREINTE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR LE DSRP AU SENEGAL (Dakar, 23 Janvier 2002)

Cette réunion du 23 janvier 2002 a eu lieu dans les locaux d'Aide Transparence en présence de plusieurs Représentants d'organisations de la société civile, de syndicats, de mouvements féminins et d'organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales. Elle est le prolongement d'une initiative conjointe Oxfam America - Enda Dialogue Politique (Enda Diapol) au cours de laquelle a eu lieu une séance de restitution (Dakar, 20 Décembre 2001) des résultats d'une « Etude comparative des processus de participation aux Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) : cas du Sénégal et du Burkina Faso ». Au terme de la réunion à laquelle assistaient les représentants de la Banque Mondiale, de la coopération allemande (GTZ) et d'un nombre restreint d'organisations médiatiques, d'institutions de la société civile et d'ONG internationales et locales, le principe d'une réunion de travail réunissant la société civile autour d'un examen approfondi du DSRP au Sénégal avait été retenu.

C'est sur cette base qu'Aide Transparence a organisé la réunion de travail du 23 Janvier dans le but d'induire une plus large participation de la société civile dans l'élaboration de termes de référence de trois consultants de haut niveau chargés de mener une analyse sérieuse du DSRP au Sénégal et d'en restituer les résultats au cours d'un Atelier National Quadripartite (Gouvernement du Sénégal/Société Civile/Partenaires Internationaux/Secteur Privé) devant se tenir le 25 Avril 2002.

L'ordre du jour de la Réunion a porté sur les points suivants, en présence des participants cités en annexe et des consultants :

- ✓ Vision politique et sociale de l'analyse du DSRP
- ✓ Méthodologie participative et identification des variables clés
- ✓ Date de la rencontre à mi-parcours ( 16 Mars ) et divers

### **Introduction des débats**

En tant que maître d'œuvre de la réunion, le Directeur d'Aide Transparence a rappelé que l'objectif central de l'initiative est de promouvoir un dialogue véritable entre le Gouvernement du Sénégal, la société civile au sens large de cette notion, le secteur privé national et les institutions de financement du développement autour de la pertinence du DSRP en tant que mécanisme opératoire du développement capable d'aller au-delà de l'objectif avoué de «diminution de la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 au Sénégal». Le second objectif de l'initiative est de permettre à la société civile, en toute autonomie et à travers une analyse de qualité, d'apporter sa contribution au processus de développement du pays à travers l'analyse critique, la suggestion d'alternatives crédibles et le plaidoyer responsable auprès des décideurs publics du Sénégal.

Après avoir rappelé que malgré l'association d'organisations de la société civile au processus d'élaboration de la version initiale du DSRP, la participation véritable de cette dernière dans l'orientation politique et stratégique du document, le choix des variables, la nature des

corrélations et des inférences obtenues, les déterminants de pauvreté et les voies et moyens pour en venir à bout, a été biaisée par les mécanismes à la fois institutionnels et opérationnels mis en place au cours de cet exercice. Il a été noté, en outre, que le calendrier hâtif d'exécution des différentes phases du DSRP n'a pas permis à l'équipe d'encadrement du DSRP d'élaborer une stratégie d'essence participative au surplus orientée vers le développement humain durable et soutenable.

Le Directeur d'Aide Transparence a invité les participants à articuler leur vision du développement en tenant compte du fait que la réduction partielle de la pauvreté n'est pas en soi le développement. Elle ne saurait constituer une vision ambitieuse pour un pays qui veut inscrire le développement de ses forces productives, du procès de son travail et de ses choix d'investissements dans la perspective du développement dans la démocratie, la dignité, la justice sociale et l'épanouissement culturel.

### **Choix des consultants**

Le choix des consultants a été salué, à l'unanimité, comme une initiative heureuse dans la mesure où leur niveau d'expertise est reconnu et jugé adéquat en la circonstance. Les consultants sont les Professeurs Makhtar Diouf (économiste et Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop), Boubacar Ly (sociologue et Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop) et Dr. Maréma Touré (sociologue et expert en genre et développement). La présence des consultants à la réunion leur a permis de prendre note des suggestions des participants dans l'articulation de la vision de la société civile, d'une définition de la pauvreté qui tienne compte des perceptions des populations concernées, en particulier les femmes et les jeunes, et, surtout, de la pertinence des programmes d'ajustement structurel –y compris sous leur variante «à visage humain». Il a été convenu qu'une réunion à mi-parcours avec la présence massive d'organisations de la société civile permettra d'intégrer activement les préoccupations de cette dernière dans la première version du rapport final.

### **Vision politique et sociale de l'analyse du DSRP**

Sur cette question, une écrasante majorité de participants a suggéré que la version actuelle du DSRP (Décembre 2001) manque singulièrement de vision et d'ambition pour le Sénégal puisqu'il ne se fixe comme objectif que la réduction de moitié seulement d'ici 2015 de la pauvreté. Autant dire que les auteurs du DSRP ne se fixent pas véritablement comme objectif de promouvoir le développement du pays.

Les participants ont suggéré que le rapport de la société civile sur le DSRP devra articuler une vision qui permette au Sénégal de sortir du cycle infernal du sous-développement et de la dépendance et d'ancrer le développement du pays dans la justice sociale, l'accès de tous aux ressources et aux opportunités et l'intégration régionale.

Du point de vue de l'analyse sociale, il a été suggéré que les consultants soient guidés par la perception que se font les pauvres eux-mêmes de la pauvreté et des voies les plus adéquates pour en venir à bout, tout en se plaçant dans la perspective du développement alternatif qui tourne le dos au credo de la croissance et du marché comme guides suprêmes du développement socio-économique.

Il conviendra également de prendre en compte de nouvelles variables et d'intégrer la dimension genre du développement dans la lutte contre la pauvreté tout en procédant à une analyse adéquate du rôle et de la place des communautés féminines dans l'accès et la gestion équitables des ressources, des services et des opportunités.

En outre, il a été suggéré que l'analyse du DSRP place ce mécanisme dans les circonstances historiques qui en ont favorisé l'avènement dans le contexte de l'ajustement structurel à travers ses versions ancienne et nouvelle et du phénomène accéléré de la mondialisation.

Finalement, l'objectif central d'une analyse nouvelle et approfondie du DSRP est de permettre à la société civile de se prononcer en toute indépendance sur un mécanisme qui va engager pour 15 ans l'ensemble de la Nation et de promouvoir un dialogue véritable entre la société civile, l'Etat, le secteur privé et les partenaires internationaux du Sénégal. Il est également espéré que cet exercice permettra à la société civile d'améliorer ses capacités de plaidoyer et de mobilisation et d'en poser progressivement les modalités à la fois opérationnelles et institutionnelles.

Dans cette perspective, le projet d'analyse critique du DSRP permettra à la société civile de se prononcer clairement sur les termes de l'alternative qui se présente à elle : 1/ rejeter entièrement le DSRP en tant que cadre et mécanisme adéquats et crédibles de lutte contre la pauvreté et proposer une nouvelle alternative ; ou 2/ améliorer le contenu du DSRP, réévaluer de façon critique le CLCP de la Banque Mondiale, faire des propositions alternatives stratégiques réalistes et amener le Gouvernement du Sénégal à les appliquer à travers la mobilisation populaire et l'action concertée de la société civile et de ses partenaires nationaux et internationaux.

### **Identification de la mission, de la base sociale, des besoins et du rôle de la société civile**

Ce point a fait l'objet d'un large consensus : la société civile gagnerait dans ce processus de mise en place accélérée du DSRP à se réunir urgemment à l'échelle nationale puis régionale en vue de savoir qui elle est réellement, quels sont ses rôles et responsabilités et la plate-forme à la fois sociale, économique et politique qui puisse lui permettre de trouver des hypothèses crédibles de construction nationale et régionale, de se donner les moyens de mettre en place des cadres adéquats de réflexion et de se constituer en contre-pouvoirs qui puissent amener les décideurs nationaux et internationaux à effectivement prendre en compte les intérêts bien compris des populations de base. Dans le contexte sénégalais, une telle plate-forme permettra d'harmoniser les points de vue de la société civile, de travailler à la résolution des divergences lorsqu'elles se manifestent sous une forme ou une autre en son sein et de renforcer les capacités institutionnelles, opérationnelles et en matière de recherche-développement des organisations de la société civile.

### **Méthodologie participative de l'analyse du DSRP**

Plusieurs suggestions ont été faites par les participants visant à donner au document une démarche participative (examen critique du rapport par la société civile ; atelier national de restitution du rapport final ; intégration des préoccupations de la société civile dans son ensemble dans le rapport final sur le DSRP ; recours à des focus groups ou d'autres méthodes de définition des variables et de leur analyse par les pauvres eux-mêmes ; prise en compte de variables souvent occultées telle la dignité, la volonté d'indépendance, etc).

## **Date de la rencontre à mi-parcours**

La date de la rencontre à mi-parcours société civile/consultants a été fixée au 16 Mars 2002.